

Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux

Romain Lecomte*

Au cours de la révolution tunisienne, Internet, et en particulier la plateforme de réseau social *Facebook*, a été très largement utilisé par les Tunisiens pour contourner la censure et la propagande qui dominaient dans les médias traditionnels. Si les usages d'Internet à des fins contestataires en Tunisie par des citoyens ordinaires n'ont rien de nouveau et n'ont cessé de se développer depuis la fin des années 1990, l'ampleur de ces usages lors de la révolution tunisienne – puis dans d'autres pays arabes – a contribué à en faire un objet d'intérêt désormais considéré comme pleinement légitime, aussi bien semble-t-il dans le champ médiatique que dans le champ académique. Ainsi, question trop peu prise au sérieux, selon nous, jusqu'il y a peu, observe-t-on aujourd'hui une tendance inverse : une surenchère médiatique sur l'impact révolutionnaire des usages d'Internet, générant des raccourcis et des titres accrocheurs tels que « révolution Facebook », « e-révolution » ou encore « révolution 2.0 ». Dans cet article, après un bref état des lieux sur les usages contestataires d'Internet avant la révolution et sur sa gestion autoritaire par le régime tunisien, nous mettrons donc d'abord en garde contre un certain déterminisme technique pour resituer les usages d'Internet dans leur contexte social, afin de bien saisir le rôle qu'a pu jouer cette technologie communicationnelle lors de la révolution tunisienne. Internet, rappelons-le, est un outil et non un acteur autonome.

Ensuite, sans suivre rigoureusement et de façon exhaustive l'évolution chronologique des usages contestataires d'Internet depuis le 17 décembre 2010, le fil de cet article sera tissé en lien avec la succession de phases et d'événements qui nous sont apparus importants. Cette démarche permet de réduire, sans les annihiler, les risques de tomber dans « l'illusion de la rétrospectivité », illusion rendue d'autant plus attrayante par l'issue exceptionnelle des événements qui se sont succédés depuis le 17 décembre, à commencer par le départ du président Zine el Abidine Ben Ali. Nous nous concentrerons essentiellement sur la première phase de la révolution, celle ayant conduit au départ de ce dernier.

* Docteur en sciences politiques et sociales, université de Liège.

Internet avant la révolution : usages contestataires et réponses autoritaires du pouvoir

Évolution des usages citoyens et militants d'Internet par les Tunisiens depuis la fin des années 1990

Avant d'aborder la période révolutionnaire, il est utile de proposer un bref historique des usages citoyens et militants d'Internet par des Tunisiens (en Tunisie et à l'étranger) depuis la fin des années 1990, mais aussi de rappeler le rapport ambivalent du régime autoritaire de Ben Ali vis-à-vis d'Internet¹. Ce rapide état des lieux permettra de mieux comprendre en quoi les usages contestataires d'Internet lors de la période révolutionnaire s'inscrivent à la fois dans la continuité et en rupture avec ses usages antérieurs.

Depuis la fin des années 1990 jusqu'à aujourd'hui, il est possible d'identifier trois grandes périodes de la critique en ligne tunisienne, en fonction notamment des dispositifs de communication existants et investis à des fins contestataires². Dans un premier temps, de la fin des années 1990 au milieu des années 2000, ceux qu'on appelle souvent alors les « cyberdissidents » tunisiens sont fortement isolés de la grande majorité des internautes tunisiens. Ils investissent un petit nombre de sites Web collectifs, de listes de diffusion et de forums de discussion, les débats sont ainsi fortement centralisés au sein de quelques espaces de communication. Le ton critique au sein de ces espaces est radical, la plupart des internautes y sont anonymes et beaucoup résident à l'étranger. Citons par exemple *Takrîz* (créé en janvier 1998), *Tunézine* (créé en 2001), *Réveil/Tunisien* (créé en 2002), mais également *Nawazat*, co-fondé en 2004 par deux Tunisiens à l'étranger, Sami Ben Gharbia et Riadh Guerfali (*Astrubal*)³ déjà présents auparavant sur le forum de *Tunézine*. *Nawazat*, en particulier, va par la suite évoluer en phase avec l'évolution générale des usages d'Internet en Tunisie, investissant largement la blogosphère tunisienne et, plus récemment, les plateformes de réseau social, notamment *Facebook* et *Twitter*. De façon complémentaire, avec ces acteurs pionniers du cyberactivisme, soulignons l'importance de la newsletter *Tunisnews* qui, depuis la fin des années 1990, rassemble et envoie quotidiennement en arabe et en français un ensemble d'articles d'opinions et d'informations alternatives sur la Tunisie⁴.

Dans un second temps, vers le milieu des années 2000, les blogs commencent à prendre progressivement de l'importance. Souvent individuels, ils sont néanmoins reliés

entre eux, notamment grâce à des « agrégateurs »⁵ et aux liens hypertexte. Sans entrer ici dans les détails, soulignons que les blogs vont favoriser une diversification et un enrichissement des formes de la critique, avec par exemple le développement de la critique satirique en dialecte tunisien et de la caricature. D'autre part, ils vont encourager un premier mouvement de décloisonnement des usages citoyens et militants d'Internet. En à-vis du régime en place et d'autre part, une multitude d'espaces (forums et sites Web) consacrés à des thématiques variées, mais évitant toute prise de parole pouvant être considérée, ne filtre que très légèrement, « politique » ou « subversive ». Cette configuration de la critique au sein du cyberspace tunisien correspondait d'une certaine façon à un phénomène que Cass Sunstein et d'autres ont critiqué, la « cyberbalkanisation » (Sunstein, 2002), c'est-à-dire cette tendance qui aurait les internautes à investir des espaces numériques fréquentés par des individus partageant les mêmes opinions et les mêmes centres d'intérêt qu'eux-mêmes. Tendance qui encouragerait ainsi une fragmentation de l'espace public. Or, à partir de la moitié des années 2000, des internautes très critiques vis-à-vis du régime autoritaire tunisien, dont certains – comme les co-fondateurs de *Nawazat* – étaient actifs au sein des espaces contestataires de la « première génération », vont investir les blogs et de plus en plus interagir avec d'autres blogueurs qui, au départ, soit refusaient tout débat sur des questions considérées comme « politiques » et « sensibles », soit s'expriment sur la chose publique mais de façon très modérée, en cherchant toujours à rester bien en deçà des « lignes rouges », afin d'échapper à la censure ou à d'autres difficultés plus importantes. Si, au début, ces nouvelles interactions sur les blogs génèrent quelques tensions (Lecomte, 2009), cela contribue plus tard à un élargissement du débat public et de la contestation (parfois indirecte ou déguisée) du pouvoir en place. Tendance encore favorisée par la censure de plus en plus massive et arbitraire de la cyberpolice qui, loin de museler la parole critique des blogueurs, l'aiguise au contraire et pousse ceux-ci à se mobiliser collectivement pour défendre leur espace commun d'expression. Au fil des années, de plus en plus de blogueurs souhaitent éviter les sujets « sensibles » sont ainsi amenés à lire (notamment dans les espaces commentaires de leur blog et sur les « agrégateurs » de blogs) et à interagir avec des blogueurs davantage investis dans des débats citoyens, et même parfois dénonçant explicitement les plus hautes instances du pouvoir.

Enfin, on peut identifier une troisième période de la critique en ligne tunisienne, avec l'émergence des plateformes de réseau social, en particulier *Facebook* et – dans une moindre mesure – *Twitter*. Vers le début de l'année 2008, *Facebook* commence à être de plus en plus approprié par des Tunisiens à des fins contestataires. Les « internautes citoyens » ne désertent pas pour autant les blogs qui continuent de croître, de

5. Le plus populaire de ces « agrégateurs » de blogs tunisiens est *Tu-Blogs*, fondé en 2005 par Houssein Ben Aneur, figure très connue et déjà très ancienne de la blogosphère tunisienne : <http://tu-blogs.com/>. Cette plateforme, comme d'autres « agrégateurs », répertorie de nombreux blogs tunisiens et affiche les liens et le début des derniers billets publiés sur ces blogs, permettant ainsi aux blogueurs de suivre l'actualité de la blogosphère tunisienne, notamment de s'informer des thèmes de débat dominants au moment où ils consultent l'agrégateur.

6. Cette tendance de plus en plus importante, pour les blogueurs les moins politisés, à se confronter malgré eux, sans le chercher, à des opinions ou des informations alternatives, considérées comme « politiques » ou « subversives », est largement apparue dans nos observations, mais aussi dans de nombreux entretiens menés de 2008 à 2010. Par exemple, lors d'un entretien avec deux blogueurs tunisiens (mai 2009, Tunis), celles-ci ont expliqué regretter de ne pouvoir simplement exprimer leurs « sentiments » ou d'autres questions plus intimes, car elles se sentaient contraintes, pour être lues, pour intéresser les blogueurs et lecteurs de blogs tunisiens, d'écrire sur des « sujets à la mode », c'est-à-dire selon elles des sujets « polémiques » ou politiques.

1. Cet article s'inscrit dans le cadre d'une thèse de doctorat portant sur les usages citoyens et militants d'Internet par des Tunisiens (en Tunisie et à l'étranger), commencée fin 2007. Dans ce cadre, nous avons mené depuis le début des observations en ligne (forums, blogs, *Facebook*, *Twitter*, etc.) et les avons organisées notamment à l'aide du logiciel d'analyse qualitative *ATLAS.ti*. Outre ces observations et des échanges informels (en ligne et hors ligne) avec des internautes tunisiens, nous avons mené des entretiens semi-directifs – hors ligne (en Tunisie et en France, essentiellement), par *Skype* et par *chat* – et avons également interrogé des internautes tunisiens par mail (généralement en deux ou plusieurs séries de questions). Au total, depuis fin 2007, plus de 70 internautes tunisiens ont ainsi été interrogés, dont de nombreux blogueurs (certains relatent vement modérés dans leurs critiques, d'autres adoptant un ton beaucoup plus radical). Concernant la période post-17 décembre 2010, nous avons surtout procédé par mail et, dans une moindre mesure, par *Skype* .

2. Nous décrivons les deux premières périodes dans Romain Lecomte (2009).

4. Au sujet de la newsletter *Tunisnews*, cf. Tarihi Choukha (2009).

All. le 14 janvier. Concernant les usages antérieurs d'Internet à des fins contestataires, si nous avons depuis plusieurs années observé²⁰ l'amplification de la critique en ligne, portée par des acteurs de plus en plus nombreux et sur des espaces numériques de plus en plus variés, et insisté sur la nécessité de prendre au sérieux l'émergence de ce nouvel espace contestataire (investi avant tout par des jeunes tunisiens, avant pris leurs distances vis-à-vis de la politique institué, autant pour des raisons de sécurité que parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans l'opposition « classique »), nous avons également constaté, dans nos observations et dans nos entretiens, que les internautes tunisiens qui s'expriment sur des questions politiques et plus généralement « citoyennes », étaient très majoritairement des Tunisiens résidant à l'étranger ou sur le littoral tunisien privé (et surtout à Tunis). Si ces blogueurs tunisiens avaient récemment - en mai 2010 - réalisé une tentative²¹ inédite de convertir hors ligne leur mécontentement exprimé depuis longtemps et de façon de plus en plus systématique en ligne, cette tentative se concrétisa finalement par une forme d'action collective prudente²² et portant sur une question assez restreinte (si cette action sous-tendait probablement que la fin de la censure plus de libertés en général, elle ne revendiquait explicitement que la fin de la censure sur Internet). Les signes d'une volonté de concrétiser davantage toutes les idées et actions déjà développées en ligne se faisaient donc jour, mais ces blogueurs et autres internautes citoyens n'étaient pas encore prêts à prendre l'initiative d'aller contester le pouvoir *massivement et frontalement* dans la rue.

Wikileaks : un impact surévalué par les médias étrangers

Dans les médias étrangers, il a également beaucoup été question des câbles diplomatiques confidentiels de l'ambassade américaine à Tunis, qui furent révélés par *Wikileaks* (et publiés à partir de la fin novembre et en partie traduits en français par les cyberactivistes de *Navawaz*²³). Certains journalistes, analystes et acteurs du Web ont laissé entendre que, ayant l'acte de désespoir du jeune Bouazizi, la publication de ces câbles fut la première étincelle à encourager le mouvement de contestation populaire,

20. Romain Lecomte (2009 et 2010).

21. La « manif du 22 mai », également appelée « Nisar à Ammar » (« salle journalière pour Ammar », personnage fictif symbolisant la censure d'Internet en Tunisie). Page Facebook de soutien à la manifestation : <http://www.facebook.com/nisar31aammar?tab=info>. Cette action aboutit suite à l'action « Sayeb Saïf » (que l'on pourrait traduire par l'expression française « lâche-not la grappe »), une action collective en ligne qui avait mobilisé beaucoup de monde : <http://ammar404.tumblr.com/>

22. Quelques dizaines de Tunisiens habillés en blanc (parfois avec un slogan écrit sur leur vêtement) sur les terrasses du centre de Tunis et qui se sont fait photographier pour publier leur action. Quelques manifestations ont également été menées par des Tunisiens à l'étranger. En réalité, comme le souligne *Arabsizi*, l'un des blogueurs (à l'étranger) ayant contribué à la préparation de la « manif du 22 mai » (2010), pour les organisateurs de la manifestation, le « chemin était plus important ». C'est-à-dire que beaucoup d'entre eux avaient parfaitement conscience que, en Tunisie, manifester de façon indépendante du pouvoir et légalement (avec réception de la demande de manifestation) relevait du domaine de l'improbable, mais ils se sont attachés à publier les différents étapes de la préparation, la demande formulée, la manifestation auprès du ministère de l'Intérieur, les textes de loi concernant les manifestations en Tunisie, etc. La « manif du 22 mai » n'a donc pas eu lieu en tant que telle, mais sa préparation a suscité beaucoup de débats, de soutiens, de mobilisations en ligne.

23. Sur *Wikileaks* : <http://wikileaks.org/>. *Navawaz* fut en effet le premier à publier les câbles, après les avoir reçus directement de l'équipe de *Wikileaks*, Riadh Ghannouchi (alias *Arabsizi*), cofondateur de *Navawaz*, explique ici comment *Navawaz* a procédé pour empêcher la police d'intervenir de bloquer le site : <http://awwat.org/portail/2010/12/03/tunisiens-qui-bloquent-wikileaks-et-nous-services-sur-appoit-com-et-les-blogueurs-com-gmail-com-google-search/>

sur les ralis par les populations des régions rurales de l'intérieur, qui revendiquaient un droit au travail, à la justice sociale, à la dignité. Cet élément, aussi évident soit-il, est déterminant pour la question qui nous occupe ici : Internet ne fait pas exception aux inégalités de développement dont sont victimes ces populations de l'intérieur. Dans les analyses proposées portant sur le rôle d'Internet lors de la révolution tunisienne, il a été souvent souligné et à raison l'avancée de la Tunisie en matière de NTIC, relativement au reste du continent africain et même du monde arabe, et en particulier que le nombre d'utilisateurs d'Internet en Tunisie s'élevait à 3 600 000 sur une population d'un peu moins de 11 millions d'habitants. Il a été très peu question, par contre, de la fracture numérique interne à la Tunisie, des importantes disparités régionales en termes d'accès et d'utilisation d'Internet. Certes, dans ces régions de l'intérieur, les jeunes - comme on l'a écrit, à l'avant-plan lors de cette révolution - sont, comme partout ailleurs, bien plus connectés que leurs aînés, néanmoins une grande partie d'entre eux, soit n'utilisent pas Internet, soit très sporadiquement lorsqu'ils en ont l'opportunité (dans des lieux publics d'accès à Internet comme les « publinets » et les cafés *Wi-Fi*, chez des amis, à l'école, etc.), et alors souvent avec de faibles débits de connexion. Ainsi, à l'intérieur du pays, bien que les lieux publics d'accès à Internet (dont les usagers sont normalement pris en compte dans les statistiques du nombre d'utilisateurs d'Internet) ont pu être investis et que ceux ayant accès à Internet ont pu partager avec des proches leur ordinateur et leur connexion et rapporter au près d'autres les nouvelles provenant d'autres zones du pays, beaucoup de jeunes de Sidi Bouzid, Kasserine, Gafsa (déjà largement mobilisés en 2008) et bien d'autres villes et régions pauvres de Tunisie ne se sont, d'après nous, pas mobilisés hors ligne à cause de ce qu'ils ont pu lire, voir, faire ou dire sur Internet, et cela que ce soit avant ou pendant la révolution¹⁶. Si Internet a donc pu faciliter ou accélérer la propagation des révoltes dans les zones les plus défavorisées du pays, le téléphone portable a probablement constitué une arme communicationnelle bien plus déterminante dans cette extension.

Ces statistiques relatives à l'utilisation d'Internet en Tunisie doivent être d'autant plus nuancées que, si il est question de 3 600 000 utilisateurs d'Internet en Tunisie, les critères définissant ce qu'est un « utilisateur » sont souvent très souples (et variables suivant les instituts) : par exemple, pour l'ITU, l'une des sources statistiques de l'*Internet World Stats*, toute personne âgée de minimum deux ans et ayant utilisé au moins une fois Internet durant les 30 derniers jours est prise en compte dans la population des « utilisateurs d'Internet »¹⁷. Il ne s'agit donc pas ici simplement de rappeler qu'une révolution ne se mène pas uniquement derrière des écrans d'ordinateur, mais de relativiser le lien causal entre l'utilisation d'Internet et une bonne partie des mobilisations hors ligne qui ont animé la période allant des premiers actes de protestation à Sidi Bouzid qui ont suivi l'auto-immolation de Mohamed Bouazizi¹⁸. Le 17 décembre, jusqu'au départ de Ben

16. Sidi Bouzid ou la révolte tunisienne organisée sur Facebook », le 4 janvier 2011, sur <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/au-sur-le-web/20110104.OBS5680/sidi-bouzid-ou-la-revolte-tunisienne-organisee-sur-facebook.html>. Voici un article parmi d'autres illustrant cette tendance à faire des usages d'Internet une cause première, un facteur déclencheur de la révolution et à appuyer cette interprétation sur des statistiques non contextualisées.

17. D'après *Internet World Stats*. Par ailleurs, selon l'Agence tunisienne d'Internet (ATI), en janvier 2011, le nombre d'abonnés à Internet était quant à lui de 547 763, dont 486 288 disposant d'une connexion à haut débit : <http://www.ati.tn>.

18. Voir la définition sur le site : <http://www.internetworkidstats.com/surfing.html>. Les critères retenus par l'ATI, à laquelle *Internet World Stats* emprunte ses statistiques relatives à la Tunisie, ne figurent ni sur le site de *Internet World Stats* ni sur celui de l'ATI.

19. De son vrai nom, Turck Bouazizi.

Une couverture des médias étrangers largement facilitée par les cyberactivistes tunisiens

Comme on vient de l'évoquer, du fait du *black-out* régnant dans les médias traditionnels tunisiens et de la difficulté pour les journalistes étrangers d'accéder au terrain, Internet a permis aux médias internationaux de couvrir plus facilement les événements. Ainsi, la chaîne et le site Web *Al Jazeera* et de *France 24*, très actifs lors de cette révolution, ont beaucoup recouru aux informations, aux vidéos amateurs, aux témoignages diffusés en ligne. D'autant plus que certains acteurs, comme l'équipe de *Nawaat*, ont traduit des témoignages et rapports en français et en anglais. Certains blogueurs en Tunisie ont également pu faire office de correspondants/observateurs sur place, comme par exemple Lina Ben Mhenni pour *France24*. Malgré cela, la plupart des grands médias étrangers ont tardé à relayer les informations mises à leur disposition sur les réseaux sociaux et autres espaces en ligne. Les grands médias américains³⁴, par exemple, ont été longtemps silencieux et furent bien plus actifs en 2009 pour donner une plus grande visibilité aux voix contestataires de la « Révolution verte » kramienne, également largement relayées sur les réseaux sociaux en ligne.

Si cette couverture internationale, étant donné le lentier ou l'absence de réactions des chanceleries occidentales³⁵, n'a probablement pas eu un impact déterminant sur le déroulement et l'issue des événements en Tunisie, cela a néanmoins permis à une partie de l'opinion internationale et à de nombreux ménages tunisiens de prendre la mesure de l'importance des événements qui avaient lieu en Tunisie³⁶ et, par là même, probablement aussi de miner encore un peu plus la confiance qu'avait le pouvoir en place dans sa propre stabilité.

Blogueurs activistes et premières mobilisations dans la capitale

Très tôt, plusieurs dizaines de blogueurs et autres internautes (actifs sur *Facebook* ou sur d'autres espaces) résidant en Tunisie et auparavant déjà engagés en ligne, tels que Sofiene Chourabi, Lina Ben Mhenni, Slim Ananou, Azyz Amami et bien d'autres, ont rapporté et dénoncé en ligne aussi « bruyamment » que possible les événements qui avaient lieu à l'intérieur du pays. Dès les premiers jours suivant l'immolation de Mohamed Bouazizi, Lina Ben Mhenni relata par exemple sur son blog³⁷ et sur d'autres

mais offrant une visibilité internationale plus importante. Pour désigner ce type d'internautes collectant, mais aussi souvent organisant (dates, commentaires, filtrage après vérification de l'authenticité des vidéos et de la véacité des informations, traduction, etc.) les informations dispersées sur le Web, on pourrait éventuellement recourir à un néologisme commençant à être utilisé en France, celui de « curateur » (venant du terme « curator », utilisé aux États-Unis depuis quelques temps déjà)²⁹.

D'après ce que nous ont expliqué plusieurs collecteurs-diffuseurs de vidéos, à l'étranger comme en Tunisie, des vidéos leur étaient parfois envoyées directement par des sources se trouvant dans différentes régions de Tunisie. Par exemple, l'un des jeunes internautes membres de l'équipe animant une page *Facebook* très active lors de la révolution³⁰ et gérant également le compte *Twitter* @SEZ_neus (l'un des plus productifs en termes de *tweets* et comportant plusieurs milliers d'abonnés³¹), nous explique le travail de son équipe et son rôle au sein d'elle :

« Notre équipe était constituée de 10 à 15 membres et on avait un réseau de connexions qui nous permettait de couvrir une bonne partie du territoire tunisien, avec un grand nombre de vidéos reçues chaque jour de nos sources (par messages privés sur *Facebook*) qui filmaient. Ces sources-là étaient parfois des membres de notre équipe, moi par exemple j'étais responsable sur Souss... et j'étais le responsable de notre compte *Twitter* : gérés les contacts avec des journalistes, leur fournir des vidéos, des photos ; et aussi traduire les *tweets* en anglais/français puisqu'ils sont par défaut en arabe. Et on a beaucoup aussi utilisé Internet pour trouver des informations, les vérifier puis les diffuser. » (Par mail, avril 2011)

En Tunisie, le belge-tunisien Sofiene Belhaj (alias *Hamadi Kadoutcha*) fut l'un de ces internautes connus pour son engagement en ligne depuis quelques années, à avoir dès le départ relayé sur sa page *Facebook*³² un très grand nombre d'articles de la presse internationale et de vidéos se rapportant aux troubles qui touchaient Sidi Bouzid, puis d'autres régions de Tunisie. De nombreuses autres pages *Facebook* ont été créées rassemblant des vidéos, des images, des témoignages écrits sur les révoltes populaires et leur répression³³.

Bien entendu, ces espaces centralisateurs étaient censurés et, malgré les stratégies stratagèmes visant pour les administrateurs à les rendre à nouveau au moins temporairement accessibles depuis la Tunisie ou pour les visiteurs (en Tunisie) à y accéder à l'aide d'outils de contournement comme les *proxys* (voir *infra*), leur importance est probablement davantage à situer au niveau international (information de Tunisiens journalistes et autres acteurs à l'étranger) qu'intern.

29. Par exemple, une conférence-débat fut organisée sur cette question de la « curation » à l'heure du Web social, le 7 février à Paris : <http://www.vincemabry.com/curation-curation-nouvelle-tendance-Web-2011-08/>
30. <http://www.facebook.com/cha3b.touneet.71719701104>. Cette page, comme toutes les pages diffusant massivement des contenus liés au mouvement de contestation né à Sidi Bouzid, fut bloquée. Comme souvent dans ce cas, elle fut ensuite reproduite sous un nom légèrement différent (un chiffre ajouté) plus encore censurée et reproduite plusieurs fois.

31. Voici par exemple une analyse des usages de *Twitter* lors de la révolution, qui évoque le cas de SEZ_neus Brian Solla, « *SidiBouazizi Twitter Hashing an analysis of the people spreading the news* », le 24 janvier 2011, <http://gladioran.com/blog/2011/01/sidiBouazizi-twitter-hashtag-an-analysis-of-the-people-spreading-the-news/>

32. <http://fr-fr.facebook.com/kalouacou.hamadi>
33. Par exemple, la page « Mir le Président, les Tunisiens s'immolent par le feu » (en arabe) fut créée le jour même de l'immolation de Mohamed Bouazizi. Elle a rapidement rassemblé plus de 10 000 soutiens et a été bloquée et recrée plusieurs fois (avec modification du nom de la page).

34. Sur la faible couverture médiatique des médias américains, voir par exemple cet article de Ethan Zuckerman, publié le 12 janvier 2011 et au titre évocateur : « What if Tunisia had a revolution but nobody watched? » : <http://www.ethanzuckerman.com/blog/2011/01/12/what-if-tunisia-had-a-revolution-but-nobody-watched/>

35. Et parfois même le soutien affiché par certaines personnalités politiques françaises, comme Frédéric Mitterrand et Michèle Alliot-Marie.

36. Tous ces contenus en ligne audiovisuels et écrits constituent par ailleurs une immense mine d'informations pour les chercheurs, les historiens et plus généralement pour la mémoire collective et les générations futures. À ce titre, on ne peut qu'admirer à la lettre ouverte demandant « la préservation et la libre consultation des contenus multimédias déposés sur *Facebook* durant les événements de décembre 2010 et janvier 2011 en Tunisie », co-signée par Fabrice Epelboin (éditeur de *Revolutions Web* francophone), Claire Ulitch (éditeur de *Global Voices Online* francophone), Jean-François Julliard (ISF) et Curt Hooplins (*Contamées la Protect Bloggers*) : <http://fr.globalvoicesonline.org/tunisie/lettre-ouverte-a-facebook/>

37. <http://tunisiatngi.blogspot.com/>

plateformes³⁸ les événements de Sidi Bouzid. Sofiene Chourabi, blogueur et journaliste à *Affairiq Al Jaadid*, l'organe du parti d'opposition *Ettajdid*, se rend rapidement à Sidi Bouzid, d'où il ramène divers témoignages des habitants en colère. Lorsque, le 25 décembre, le mouvement de protestation commence à toucher la capitale, Sofiene Chourabi couvre la manifestation et met en ligne une vidéo³⁹ sur Facebook et d'autres plateformes. Lors de cette manifestation en face du siège de l'UGTT, au nombre de participants encore relativement modeste, Jina Ben Menni⁴⁰, Azyt Anami (ultimement originaire de Sidi Bouzid) et quelques autres blogueurs activistes participent également et rapportent l'événement⁴¹.

C'est à partir de cette date que l'impact des usages contestataires d'Internet sur les mobilisations hors ligne commence doucement à prendre consistance, bien que de façon encore modeste. Quand le mouvement de protestation prend un peu plus d'ampleur dans la capitale, avec la manifestation du 27 décembre répondant à l'appel des militants syndicaux et à laquelle participent de nombreux jeunes diplômés chômeurs les cyberactivistes sont à nouveau bien présents pour relayer l'événement en ligne. Par exemple, Slim Amamou, accompagné de Azyt Anami, diffuse en « live » depuis son *smart phone* les images – rapidement censurées – de la manifestation⁴². Plusieurs d'entre eux rapportent également la manifestation des avocats le jour suivant⁴³. Le lien opéré entre le cyberspace et la rue tunisoise par ce type de blogueurs connus auprès de nombreux internautes tunisiens, en complément avec le travail d'autres journalistes tunisiens non inféodés au pouvoir⁴⁴ et avec d'autres vidéos et photos amateurs prises et publiées sur Facebook par des manifestants qui ne s'étaient pas pour autant spécialisés dans l'activisme en ligne, contribuent donc à augmenter la portée des manifestations se tenant dans la rue.

Sur Twitter, plateforme de micro-blogging⁴⁵ et de réseau social bien moins populaire⁴⁶ et déterminante que Facebook mais largement investie par les blogueurs les plus engagés, le hashtag #SidiBouzid, relatif au mouvement de contestation, lié à Sidi Bouzid, fait ainsi son apparition le 27 décembre, en lien avec la manifestation⁴⁷.

38. Notamment sur le site *Global Voices* : <http://globalvoicesonline.org>

39. <http://www.youtube.com/watch?v=NNR57848Kc>

40. <http://annuairengit.blogspot.com/2010/12/manifestation-pous-sidi-bouzid.html>

41. Certains de ces blogueurs, actifs également sur Twitter, rapportent en ligne les événements et font à mesure, en communiquant par téléphone avec un autre internaute qui était en ligne.

42. <http://fr.justin.tv/slimamamou/6/756430065>

43. Notamment Lina Ben Mhenni : <http://annuairengit.blogspot.com/2010/12/lawyers-demonstration-tuesday-28th-2010.html>

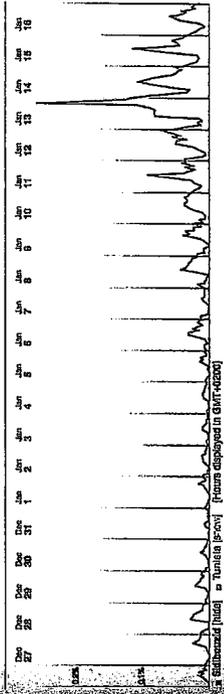
44. Eux-mêmes, par la force des choses, souvent très présents sur le Web. C'est le cas par exemple d'Amem Rezgoui, jeune journaliste de la chaîne *Al Hwar Ettounsi*, qui a couvert les manifestations dans la capitale : <http://www.alhwariv/>

45. Twitter est une plateforme encourageant la simplicité et la brièveté : à la base, les messages y sont seulement textuels et limités à 140 caractères, ce qui le rend par exemple très facilement utilisable depuis un *smart phone*. D'autres plateformes de contenu ont cependant été développées en complément, permettant par exemple, de publier des messages plus longs, ainsi que des images et des vidéos.

46. En très large majorité utilisées par des Tunisiens résidant à l'étranger et dans la capitale. 47. Le hashtag, toujours précédé du symbole d'oiseau #, est le thème (ou encore le mot-clé) que l'on peut attribuer au tweet (message) que l'on publie. Il est ainsi possible d'attacher tous les messages qu'on a écrits à un ou l'autre hashtag. Plusieurs hashtags peuvent être utilisés pour le même message. Par exemple, lors de la période révolutionnaire, les tweets relatifs aux manifestations de Tunis comportent bien souvent à la fois le hashtag #SidiBouzid et le hashtag #manifants.

Tunis. Sur le graphique ci-dessous⁴⁸, assez représentatif sur ce point de l'évolution de la mobilisation au sein du cyberspace en général (partage des informations, débats, expressions du mécontentement, appels à manifester, etc.), on voit par ailleurs que l'utilisation de ce hashtag a connu une progression importante à partir du 9 janvier, lorsque les nouvelles et les images relatives aux violences policières exercées à Thala Regueb et surtout Kasserine se répandaient sur la Toile (voir *infra*). Comme on a pu le constater en suivant l'évolution sur leur *mar Facebook* des *status* et autres publications de nombreux internautes résidant en Tunisie, c'est à partir de cette période que la propagation des vidéos, des témoignages et de la colère commence à devenir un phénomène réellement massif sur Facebook (et, par là même, sur le Web en général), ne se limitant plus aux internautes les plus engagés qui s'exprimaient déjà régulièrement avant la révolution sur des questions « sensibles », tel que le non respect des libertés en Tunisie ou plus spécifiquement les violations de la liberté d'expression sur Internet.

Graphique 1. Evolution de la quantité de tweets publiés mentionnant le hashtag #SidiBouzid, utilisé pour la première fois le 27 décembre.



Ben que le hashtag #SidiBouzid n'ait été utilisé qu'à partir du 27 décembre, appelons que les internautes les plus engagés et présents sur Twitter ont rapporté et dénoncé ce qu'il se passait à Sidi Bouzid dès les premiers jours. Le pic très important que l'on observe sur le graphique, datant du 14 janvier, est évidemment à mettre en lien avec le départ de Ben Ali. Si ce graphique donne donc des indications intéressantes, il faut préciser ici encore que Twitter, et notamment ce hashtag, fut avant tout utilisé par des Tunisiens de la diaspora, des journalistes et activistes étrangers, ainsi que par une certaine élite représentée par une partie de la jeunesse en Tunisie, très connectée et très intéressée par les NTIC et/ou la défense des libertés⁴⁹.

Parallèlement à ces activités visant essentiellement à rapporter et relayer sur la Toile ce qu'il se passait hors ligne pour susciter la réaction des autres internautes tunisiens et amplifier le mouvement autant que possible, à la fin du mois de décembre, on a vu poindre quelques actions collectives initiées depuis le cyberspace, mais généralement

48. Graphique généré sur le site <http://trendsline.com>. Par rapport aux jours indiqués sur le dessus, référez au fragment de graphique situé à gauche de la ligne verticale (étas), le graphique commence bien le 27 décembre, et non le 26.

49. Pour deux analyses intéressantes concernant la quantité des tweets et les tweets (utilisant Twitter) ayant le plus recouru au hashtag #SidiBouzid, mais ne portant pas sur la période antérieure au 21 janvier, voir Brian Solis, *op. cit.*, et Alexia Tounsi, « A Twitter Snapshot Of The Tunisian Revolution », le 16 janvier 2011 : <http://techcrunch.com/2011/01/16/tunisia-2/>

très discrètes et mobilisant un nombre peu important de personnes. Par exemple, Aziz Amami, Aymen Rezgui et quelques autres jeunes actifs sur les médias sociaux ont réalisé la *flash mob*⁵⁰, en solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid : les participants sont demeurés en silence, main sur la bouche, sur les rails d'un arrêt de métro de Tunis, et cela jusqu'au passage du tram, empêchant pendant un moment celui-ci de poursuivre sa route.

Mais, à cette époque, vers la fin décembre, l'impact des usages d'Internet sur l'ampleur et la rapidité des mobilisations hors ligne demeure donc encore réduit. Ceci est vrai pour l'intérieur du pays, mais aussi d'après nous dans la capitale et dans les autres villes favorisées du littoral. De même, comme nous l'avons déjà évoqué, si l'important travail de collecte et de diffusion de l'information par un groupe relativement restreint mais très actif de cyberactivistes tunisiens⁵¹, servait déjà de caisse de résonance à la révolution populaire née à Sidi Bouzid, la censure (de profils, pages et groupes Facebook, de blogs Tunisie faisaient que cette caisse résonnait encore surtout auprès de certains médias et de comptes Twitter, etc.) combinée à la prudence et la peur de nombreux internautes et activistes étrangers (RSF, Amnesty International, mouvements d'extrême gauche, etc.) La censure pouvait être contournée avec plus ou moins d'efficacité, mais seulement par ceux qui cherchaient à la contourner (voir *Twitter*). Nous verrons pourquoi l'incidence des forces de Facebook a précisément consisté dans le fait que sur cette plateforme en réseau, de plus en plus d'informations alternatives sont parvenues à des Tunisiens qui, au départ, ne cherchaient pas nécessairement à s'informer.

L'attaque de sites officiels par le collectif international de hackers Anonymous

Ni l'opération de communication de Ben Ali le 28 décembre, combinant promesses et menaces, ni les changements qui ont suivi au niveau du gouvernement et des gouvernants de Sidi Bouzid, Jendouba et Zaghwan, ne peuvent empêcher la révolte populaire de poursuivre son extension dans le pays (Gafsa, Sousse, Kasserine, Shikha, Chebba Monastir, etc.), toujours relayée sur le Web en grande partie grâce aux témoignages photos et vidéos amateurs diffusés sur de nombreux profils et pages Facebook. Notons par ailleurs que si, parmi les nombreux avocats mobilisés à Tunis et ailleurs, beaucoup se sont probablement informés *en partie* grâce à Internet et disposaient d'un compte Facebook, pour ce corps professionnel qui avait déjà montré par le passé ses capacités

50. Définition de *WhatsApp* : Une *flash mob* ou « mobilisation éclair » est « le rassemblement d'un groupe de personnes dans un lieu public pour y effectuer des actions convenues d'avance, avant de disparaître rapidement » et elle est « généralement organisée au moyen d'Internet » : http://fr.wikipedia.org/wiki/Flash_mob. En août 2010, par exemple, une quinzaine d'internautes tunisiens avaient déjà initié un genre de mobilisation, pour protester contre la censure d'Internet. Cette action, qui devait se tenir à Sidi Bouzid, consistait « pour tous les participants rassemblés au même endroit » à « s'habiller en blanc, tenir un *mazbouroum* (bouquet de jasmin) et observer une minute de silence » (Lina Ben Mhenni, sur son blog <http://www.lesnouveaux.com/2010/08/communes-les-combats-qui-ont-ait.html>). Malgré le caractère très modéré de cette mobilisation, elle fut empêchée par les forces de l'ordre.

51. Les cyberactivistes tunisiens sont généralement présents sur divers sites plateformes et tiennent bien souvent un blog. Cependant, certains préfèrent concentrer leurs activités sur l'une ou l'autre plateforme. C'est le cas, par exemple, de Sofiane Belhaj (*Hammazi Kaitoutaha*), essentiellement actif sur Facebook.

de mobilisation⁵², Internet ne fut pas un outil indispensable, assurément pas en tout cas pour coordonner les mobilisations.

C'est à partir de la nuit du 2 janvier, à un moment où la crise du régime de Ben Ali était de plus en plus prégnante que *Anonymous*, collectif très souple et international de « hackers activistes » (hackers activistes), lance l'« Operation Tunisia »⁵³. Après avoir constaté que *Wikipédia* était censuré en Tunisie, tout comme les autres pages et sites Web mentionnant les câbles diplomatiques américains se rapportant à la Tunisie (tel que le site du *Foreign Service*), les activistes d'*Anonymous* décident de s'attaquer à au moins sept sites liés au pouvoir : entre autres, le site du président Ben Ali, du gouvernement, du ministère de l'Industrie et de la très décriée Agence tunisienne d'Internet (ATI)⁵⁴. Ils rendent ces sites indisponibles au moyen d'une attaque par « déni de service distribué ». Pour le dire brièvement, une *Dos (Denial-of-Service) attack* consiste à rendre indisponible un service informatique (souvent un serveur Web, comme dans le cas des attaques lancées par *Anonymous*) en le surchargeant de requêtes spécifiques. Généralement, cette attaque est distribuée (DDos : *Distributed Denial-of-Service*), c'est-à-dire que l'attaque est lancée simultanément d'une multitude d'ordinateurs différents, soit en prenant de façon malhonnête le contrôle d'une multitude d'ordinateurs différents, soit en se reposant, comme dans le cas des attaques d'*Anonymous*, sur la participation de nombreux autres internautes⁵⁵.

Par cette action, ce collectif informel de hackers veut aussi manifester sa solidarité avec le mouvement de contestation tunisien. Dans la déclaration publiée pour commenter leur action, les *Anonymous* avertissent :

« [...] *Anonymous* a entendu la demande de liberté des Tunisiens. *Anonymous* est prêt à aider les Tunisiens dans leur combat contre l'oppression. On y arrivera. On y arrivera. Ceci est un avertissement au gouvernement tunisien : les attaques contre la liberté d'expression et d'information de ses citoyens ne seront pas tolérées. Toute organisation impliquée dans la censure sera visée [...] »⁵⁶

Cette forme d'action collective inédite en Tunisie n'a visiblement pas eu d'effet important sur les mobilisations en Tunisie. Cependant, comme la diffusion des câbles

52. Des mobilisations qui furent certes largement confinées par le passé à un niveau sectoriel, sans surtout à revendiquer une sphère d'autonomie professionnelle. À ce sujet voir Éric Gobe et Michael Bechir Ayari (2007) et Éric Gobe (2010). Dans le même ordre d'idées, depuis quelques années, nous avons observé une montée en puissance de la contestation de la part d'un nombre croissant de jeunes internautes tunisiens qui, au départ, étaient pour la plupart réticents à toute forme de critique individuelle et encore davantage d'action collective relevant en cause d'une manière ou d'une autre le pouvoir en place. C'est la raison à l'empêche-type de plus en plus en plus larges du cyberspace tunisien, qui a contribué à mobiliser les internautes dans un secteur précis : la défense d'un cyberspace libre. L'activisme d'un grand nombre de Tunisiens tunisiens très impliqués dès les premiers moments de la révolution est aussi le fruit de cette lutte pour la première fois dans une « mobilisation multiscrotrale » (Dobry, 1986), qui ne visait plus seulement à défendre de leur espace d'expression favori.

53. <http://www.anonnews.org/index.php?press&item&id=118>

54. La liste des sites qui ont été mis hors service est consultable à cette adresse : <http://wiki.central.org/index.php/812>. Les hackers ont planifié l'opération au sein d'un salon de chat sur IRC (*Internet Relay Chat*) et après Sam Ben Gharbia, co-fondateur de *Nawass* qui a été témoin des échanges sur le salon, des internautes tunisiens auraient participé à l'opération : <http://english.aljazeera.net/news/africa/2011/01/2011011311105972536.html>

55. Pour une explication plus détaillée, voir par exemple : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Ddos>

56. Déclaration publiée sur le forum <http://www.anonnews.org> et traduite par Claire Ulrich, sur Global Voices : <http://fr.globalvoicesonline.org/2011/01/03/252509/>

diplomatiques par *Wikileaks*, elle a contribué à attirer le regard des médias étrangers sur la situation tunisienne. Plusieurs articles ont ainsi été publiés sur cette action des *Anonymous* et ce que certains ont qualifié de « cyberguerre » entre cyberpolice et cyberactivistes. Par ailleurs, les *Anonymous* ont cherché à aider les internautes tunisiens à protéger et contourner la censure. D'après nos échanges avec des cyberactivistes tunisiens et nos observations en ligne, il apparaît cependant que les internautes les plus mobilisés, prêts à chercher des solutions de protection et de contournement de la censure plus sophistiquées et efficaces que les *proxys* basiques, n'ont pour la plupart pas eu besoin de cette aide des *Anonymous*.

Comment le pouvoir a cherché à museler la critique et l'information alternative en ligne : censure, piratage et arrestations

Avant de poursuivre sur l'évolution des usages contestataires d'Internet lors de la période révolutionnaire, il convient de préciser comment le pouvoir a cherché, au cours de cette période, à museler la critique et l'information alternative en ligne. On l'a écrit au début de ce texte, les pratiques du pouvoir visant à contrôler étroitement le cyberspace sont déjà anciennes, elles ne sont donc pas nées lors de la révolution. Dans le prolongement de ces pratiques, lorsque le mouvement de contestation a pris une dimension de plus en plus gênante pour le pouvoir, celui-ci a encore élargi le spectre des victimes de la censure, mais aussi de piratage et d'arrestations⁵⁷ policières. L'une des cibles premières de la police d'Internet fut logiquement la plateforme *Facebook* où le nombre de profils, pages et groupes censurés s'est multiplié. Mais, n'osant pas bloquer comme il l'avait fait par le passé – avant de se rétracter face au large mouvement de contestation que ce blocage avait suscité – l'intégralité de cette plateforme, le pouvoir a également opéré de façon plus insidieuse, lançant une grande campagne de piratage des comptes *Facebook*. La cyberpolice enregistrerait les données personnelles (*login* et mot de passe) de connexion des utilisateurs grâce à un « code malicieux »⁵⁸, afin de pouvoir s'introduire dans leurs comptes, bien souvent pour les désactiver. Pour cela, il fallait que les utilisateurs se connectent à *Facebook* par le protocole non sécurisé « http:// ». C'est pourquoi la cyberpolice a empêché – par intermittence – l'accès au site par le protocole sécurisé « https:// », contraignant ainsi les internautes en Tunisie à se connecter en « http:// »⁵⁹. Une campagne aussi massive de piratage a notamment conduit les responsables de la sécurité de *Facebook* à se pencher sur le problème finalement aider les internautes tunisiens à protéger leur compte⁶⁰. Parallèlement, des comptes e-mail de cyberactivistes ont comme auparavant été piratés et parfois détruits. De plus, fin décembre notamment, de nombreux internautes tunisiens ont fait état de

57. Au terme « arrestation », les défenseurs des droits de l'Homme préfèrent plutôt le terme « enlèvement », soulignant ainsi le caractère illégal de ces « arrestations ».

58. Voir *Wikileaks* : http://fr.wikipedia.org/wiki/Code_malicieux.

59. Riadh Guerfali (*Asrihad*) a proposé des solutions pour permettre aux internautes en Tunisie de se connecter malgré tout en « https:// » : <http://annuaire.org/post/2011/01/03/tunisie-campagne-de-piratage-des-comptes-facebook-par-la-police-tunisienne/>

60. Notamment en demandant aux utilisateurs cherchant à se connecter d'identifier leurs e-mails sur des photos. Voir : <http://www.theatlantic.com/technology/archive/2011/01/the-inside-story-of-facebook-responddet-to-tunisian-hacks/70044>

difficultés pour publier des vidéos et photos sur *Facebook*, et des coupures temporaires d'Internet ont été rapportées à Tunis et ailleurs.

À côté de cet arsenal technique visant à museler le cyberspace, la police a également procédé à des tabassages et arrêté des Tunisiens pour leurs usages d'Internet. Le 6 janvier, par exemple, une vague d'arrestations⁶¹ de jeunes blogueurs et militants bien connus pour leur engagement contribue à rendre encore un peu plus visible le mouvement de contestation (auprès des médias étrangers comme des internautes tunisiens) et révéler encore davantage l'embaras du régime autoritaire vis-à-vis d'un cyberspace qui décidément lui échappe. Entre autres, les blogueurs Slim Amamou, Azyz Amami, Sofiene Belhaj (*Hamaad Kaitanabze*) (tous les trois à Tunis), Sleh Edine Kchouk (militant de l'UGRT également très actif sur la Toile) (à Bizerte) et le rappeur Hameda Ben Amor (plus connu sous le surnom d'*El General*) (à Sfax) ont été arrêtés. Ils seront libérés trois jours plus tard, à l'exception de Slim Amamou et Azyz Amami, libérés le 13 janvier dans la soirée après l'ultime discours de Ben Ali proclamant la levée de la censure sur Internet. Ces deux derniers, tout comme Sleh Edine Kchouk, étaient soupçonnés d'avoir participé aux attaques de sites officiels organisées par les *Anonymous*.

De même que Slim Amamou, Azyz Amami et Sofiene Belhaj, Sleh Edine Kchouk a rapidement relayé sur Internet le mouvement de contestation né à Sidi Bouzid. Il est par ailleurs le fondateur du *Parti Pharaon Tunisien* : ce parti clandestin vient récemment de faire une demande officielle de reconnaissance auprès du ministère de l'Intérieur⁶². Ce parti revendique notamment un Internet libre et accessible à chaque citoyen. *El General*, lui, fut lors de la révolution l'un des symboles du ras-le-bol de la jeunesse tunisienne. Comme quelques autres artistes dissidents, ce jeune rappeur a exploité les réseaux sociaux pour contourner la censure et faire circuler des œuvres subversives, en particulier sa chanson « Raïs Lebled » (« président » ou « chef » du pays), dont la vidéo, mise en ligne en décembre 2010, visionnée et téléchargée des dizaines de milliers de fois, est devenue en quelque sorte l'un des hymnes de la révolution tunisienne. Elle a aussi été largement écoutée et diffusée lors de la révolution égyptienne. Dans cette chanson, il s'adresse à Ben Ali, lui reproche la corruption, la répression politique, l'injustice, la pauvreté qui règnent dans le pays, tout en affirmant (en arabe) : « Je parle sans crainte/ Mais je sais ce qui m'attend ». Le 22 décembre, quelques jours après l'immolation du jeune Bouazizi, *El General* écrit et met en ligne une nouvelle chanson, « Tounis Bledda » (Tunisie, mon pays), sur l'essor et les raisons du mouvement de contestation. C'est donc cette popularité du rappeur rebelle, rendue possible grâce aux réseaux sociaux, qui lui a valu d'être arrêté.

Enfin, sur les plateformes de réseau social, surtout *Facebook*, des agents du pouvoir se sont immiscés au sein de diverses discussions, afin de tenter d'y contrebalancer les informations et dénégations du pouvoir, d'y semer la confusion et la désinformation. Cependant, malgré l'importance des moyens matériels et humains mobilisés par le pouvoir pour tenter d'étouffer ces voix alternatives, toutes ces pratiques liberticides se sont avérées au final plutôt inefficaces.

61. <http://fr.rsi.org/tunisie-vague-d-arrestations-de-blogueurs-06-01-2011-39233.html>

62. Le fac-similé de la demande a été diffusé sur Internet le 9 mai 2011 : <http://tchiano.com/news/2011-05-09-tunisie-un-pirate-aux-elections-presidentielles.html>

63. Riadh Guerfali (*Asrihad*) a proposé des solutions pour permettre aux internautes en Tunisie de se connecter malgré tout en « https:// » : <http://annuaire.org/post/2011/01/03/tunisie-campagne-de-piratage-des-comptes-facebook-par-la-police-tunisienne/>

60. Notamment en demandant aux utilisateurs cherchant à se connecter d'identifier leurs e-mails sur des photos. Voir : <http://www.theatlantic.com/technology/archive/2011/01/the-inside-story-of-facebook-responddet-to-tunisian-hacks/70044>

évident que la bataille menée par le régime de Ben Ali au sein du cyberspace⁶⁷, s'est avérée perdante. Comme par le passé, plutôt que de réduire au silence la parole des Tunisiens connectés, il n'a fait qu'accroître le mécontentement et la solidarité des cyberactivistes et même d'une part croissante d'internautes tunisiens jusque là faiblement mobilisés. Ben Ali, grand promoteur d'Internet, adepte des nouvelles technologies, se targuant d'avoir fait de la Tunisie le premier pays connecté en Afrique et dans le monde arabe, a ainsi vu depuis une bonne décennie cet outil lui glisser de plus en plus entre les mains, réapproprié par une jeunesse tunisienne qui étouffait.

Rentrée scolaire et fuite en avant répressive à Thala, Kasserine et Regueb : importance croissante des réseaux sociaux

Alors que les affrontements se poursuivent à l'intérieur du pays, après deux semaines de vacances, la rentrée scolaire du 3 janvier donne un nouveau souffle au mouvement de contestation : des lycéens et étudiants rejoignent progressivement le mouvement. Le jour précédent, sur Facebook, des appels avaient été lancés auprès des lycéens et étudiants pour qu'ils manifestent leur solidarité avec le mouvement de contestation. Depuis le début de la contestation à Sidi Bouzid, les plus engagés d'entre eux ont largement utilisé Facebook - notamment à Soussse, Séx et Tunis - pour partager des informations, des vidéos, des témoignages, et pour en discuter. Il semble donc que Facebook a encouragé, puis simplifié la coordination des manifestations. Mais il faut bien voir dans cet usage de Facebook pour coordonner des mobilisations, plus un facilitateur qu'une condition *sine qua non* : d'une part, les étudiants et lycéens les plus engagés (les premiers à avoir manifesté) étaient tout à fait à même de se coordonner par des vecteurs plus classiques (téléphone portable et bouche-à-oreille), d'autre part, comme on peut le voir dans divers témoignages, ils ont, bien entendu, cherché également à grossir leurs rangs d'une façon tout à fait classique : investissant, malgré la présence policière, cet espace public ancien qu'est la cour des lycées et universités, ils ont essayé de convaincre les autres lycéens et étudiants non mobilisés de rejoindre le mouvement par des discours, des slogans et en les apostrophant personnellement.

Au cours de la semaine, sont ainsi rapportées sur le Web les manifestations d'étudiants et leur répression par les forces de police. Les suicides et les affrontements se poursuivent également dans l'intérieur du pays. Dans la ville de Thala, la situation est particulièrement critique et une liste provisoire des manifestants arrêtés est publiée sur Facebook⁶⁸. Outre les images des victimes de la répression policière s'exerçant un peu partout en Tunisie, sont notamment partagées sur Facebook des photos de grenades de gaz lacrymogène utilisées par la police, montrant que leur date de péremption est dépassée et que certaines ne sont normalement utilisables que sur des animaux... Ce genre d'informations contribue à augmenter encore le mécontentement des étudiants.

67. Ce qu'on peut appeler en anglais son « networked authoritarianism », terme employé par Rebecca MacKinnon, notamment à propos de la Chine : http://lib-db.stanford.edu/evms/6349/MackKinnon_Libtech.pdf

68. http://www.facebook.com/note.php?note_id=166949253495953

Concernant, par exemple, le blocage de sites et de pages Web, on constate que les internautes tunisiens qui l'ont cherché activement (pour une bonne partie d'entre eux, assez tardivement), se sont parfaitement débrouillés pour contourner la censure. Outre la pratique, simple et efficace, consistant à re-diffuser sur des espaces non censurés en Tunisie ou à l'étranger, images, témoignages disponibles sur des espaces censurés en Tunisie et encore celles consistant à éviter l'usage de certains mots-clés (tels que « Sidi Bouzid ») et à utiliser des adresses URL alternatives pour accéder à des pages bloquées, de nombreux internautes tunisiens ont su comme par le passé recourir à des outils techniques pour visiter et parfois s'exprimer sur des pages ou des sites bloqués. Comme on va le voir plus loin, à partir de la fin décembre, on a ainsi constaté une augmentation importante sur le moteur de recherche Google, des recherches relatives au terme *proxy*, avec un pic aux alentours du 10 janvier. Le *proxy*, outil bien connu des internautes tunisiens est un serveur mandataire, faisant office d'intermédiaire entre l'ordinateur réalisateur des requêtes) et Internet (les serveurs Web sur lesquels cet ordinateur réalise des requêtes), permettant concrètement aux internautes en Tunisie d'accéder à des pages Web qui étaient bloquées dans leur pays, en passant par une adresse IP tierce, localisée à l'étranger. Cela leur permettait donc également de publier anonymement (car avec une adresse IP autre que la leur) des contenus (textes, vidéos, etc.) subversifs. Les internautes tunisiens utilisaient soit des *Web proxies*, utilisables *via* une simple page Web, soit installaient des logiciels exécutant des *proxys*. Les pages Web proposant des *proxys* étaient régulièrement censurées, bien que de nouvelles étaient constamment créées. Concernant les logiciels de *proxys* utilisés, plusieurs internautes tunisiens nous ont rapporté avoir utilisé les logiciels *Hotspot Shield* et *Tor*⁶⁴.

À ce propos, précisons que tous les cyberactivistes tunisiens ne sont pas des férus d'Internet et beaucoup d'entre eux ont, avant tout, développé un rapport inséparablement vis-à-vis de ces outils de contournement, sachant parfaitement les utiliser sans nécessairement chercher à connaître en détails leur mode de fonctionnement⁶⁵. Ainsi lorsque l'on demande à un internaute tunisien utilisant des *proxys* : « qu'est-ce qu'un *proxy* ? » ou plus explicitement « comment fonctionne un *proxy* ? », il est fréquent qu'il définisse l'outil par sa fonction dans le contexte autoritaire tunisien : « un *proxy*, c'est un logiciel qui permet d'accéder aux sites censurés ». Quant aux cyberactivistes tunisiens ayant une connaissance plus poussée et théorique de l'informatique, certains d'entre eux ont conçu et mis à disposition des Tunisiens des outils permettant d'accéder aux pages Web censurées. Ce fut le cas, par exemple, de Riadh Guerfali sur *Nawazet*. Sans entrer ici dans les détails, des internautes tunisiens ont également utilisé des réseaux privés virtuels (VPN) et, en observant des échanges sur *Twitter* et sur d'autres espaces de communication en ligne, nous avons également constaté que le logiciel *TCP Optimizer*, normalement destiné à optimiser sa connexion Internet, fut utilisé pour contourner la censure, en particulier lors des derniers jours précédant le départ de Ben Ali.

Si nous ne nous soucions pas aux thèses empruntées de déterminisme technique en vogue actuellement, en particulier dans les médias étrangers, il semble, en revanche

64. *Hotspot Shield* : <http://hotspotshield.com/Tor> (*Vladislav Bernardis*) : <http://www.torproject.org/docs/tor-doc-windows.html.fr>

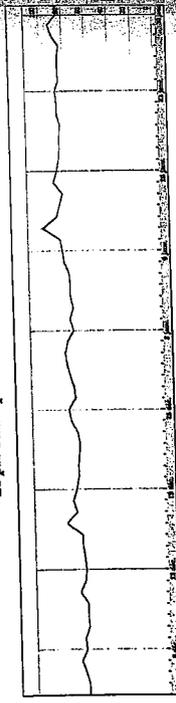
65. Lors d'une émission de télévision française, l'internaute par exemple demandé (par *Steph*) à un blogueur tunisien bien connu, qui venait de dire que les Tunisiens utilisaient des *proxys* pour contourner la censure, d'expliquer ce que voulait dire concrètement un *proxy*. Celle-ci, après un silence et des hésitations a simplement répondu : « Un *proxy*, c'est un logiciel qu'on utilise pour... contourner la censure ».

66. <http://tcp-optimizer.sourceforge.net/>

Mais, alors que le mouvement continue à s'étendre et s'amplifier⁶⁹, notamment au sein des villes relativement plus aisées du littoral, la fuite en avant répressive du régime semble le conduire à un point de non retour : lors du week-end du 8 et 9 janvier, dans le triangle Thala-Kasserine-Regueb, plus de 25 manifestants sont tués par balle. Si Internet, et en particulier Facebook, a joué jusqu'à un rôle important pour rendre compte du mouvement de contestation et des violences policières, tant au niveau international qu'au niveau de la Tunisie, c'est à ce moment que son rôle de miroir grossissant et de catalyseur du mécontentement va d'après nous réellement devenir décisif, contribuant à convaincre de plus en plus de Tunisiens de rejoindre le mouvement, à la fois en ligne et hors ligne.

Sur les deux graphiques ci-dessous⁷⁰, concernant l'évolution des mots recherchés par les internautes en Tunisie, sur le moteur de recherche Google, on a par exemple des indications intéressantes sur ce moment décisif. Sur le graphique 2, on constate vers le 10 janvier (le pic sur le graphique correspondant au 11 janvier) une augmentation très importante des recherches pour le mot Facebook, même si cela est probablement dû également à la suspension des cours dans tous les établissements éducatifs et universitaires.

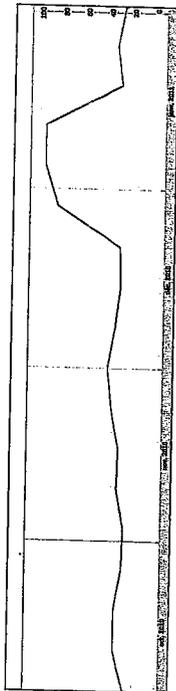
Graphique 2. Évolution en décembre 2010 et janvier 2011 des recherches, par les internautes en Tunisie, relatives au mot « Facebook » sur le moteur de recherche Google. Le pic correspond à la date du 11 janvier.



Les responsables de Facebook ont en outre déclaré qu'à partir du 8 janvier – donc lorsque les nouvelles de la répression très violente à l'encontre des manifestations de Regueb, Thala et Kasserine, commencent à arriver –, la plateforme comptait plusieurs centaines de milliers d'utilisateurs tunisiens de plus qu'auparavant⁷¹. À la même période, sur le graphique 3⁷², on observe également un pic important des recherches liées au mot « proxy » (et donc d'outils d'anonymisation, permettant de se protéger et de contourner la censure) :

69. Les avocats, par exemple, sont de plus en plus nombreux à se mobiliser. Ils organisent une grève générale très largement suivie, le 6 janvier, au cours de laquelle ils dénoncent la répression dont ils ont été victimes lors de leurs manifestations précédentes. Le blogueuse Lina Ben Mhamdi a notamment rapporté photographié la grève de Tunis : <http://arabisingit.blogspot.com/2011/01/01/jawryen-strike.html>
70. Générés avec Google Insights : <http://www.google.com/insights>
71. <http://www.theatlantic.com/technology/archive/2011/01/the-inside-story-of-how-facebook-respended-to-tunisian-hacks/70044/>
72. À la différence du graphique 2, le graphique 3 a été généré pour une période de quatre mois (non juste pour décembre et janvier), cela pour une meilleure lisibilité.

Graphique 3. Évolution de octobre 2010 à janvier 2011 des recherches, par les internautes en Tunisie, relatives au mot « proxy ». Le pic correspond à la date du 11 janvier.



On note par ailleurs sur le graphique 3 que la recherche de *proxys* a été de plus en plus fréquente à partir de la fin du mois de décembre 2010, soit peu après le déclenchement du mouvement de contestation à Sidi Bouzid. Plus précisément, les recherches liées à ce mot commencent à augmenter de façon importante aux alentours du 27 décembre, lorsque le mouvement s'amplifie dans la capitale, avec la manifestation en face du siège de l'UGTT. Comme nous l'avons vu, c'est également à ce moment que le *hashtag* #SidiBouzid a commencé à être utilisé sur Twitter.

Facebook, un média populaire : propagation de l'information et amplification du mécontentement

Comment et pourquoi Internet, et en particulier Facebook, a-t-il pu contribuer à cristalliser le mécontentement d'une part de plus en plus importante de la population ? Pour l'expliquer, il convient d'abord de revenir sur certaines caractéristiques de cette plateforme de réseau social, que nous avons déjà restituée dans l'évolution, depuis une bonne décennie, des usages citoyens et militants d'Internet par des Tunisiens ordinaires. L'émergence de Facebook a permis un nouveau décloisonnement de la critique en ligne. Bien qu'elle repose au départ et à la différence des blogs sur un réseau de relations « hors ligne » préexistantes, cette plateforme permet aux informations et opinions « politiques » de se diffuser encore davantage que sur la blogosphère. Tout d'abord, parce qu'elle est beaucoup plus populaire que les blogs tunisiens. Ensuite, parce qu'elle conduit plus encore les internautes tunisiens à être exposés, sans le vouloir, à des contenus alternatifs pouvant être considérés comme « sensibles » ou « subversifs », diffusés sur les *murs* de contacts (*d'amis Facebook*) plus politisés ou simplement concernés. En effet, comme le note Dominique Cardon, les plateformes de réseau social comme Facebook (ou Twitter) favorisent particulièrement la « sérendipité » (que nous avions déjà observée au sein de la blogosphère tunisienne, mais de façon moins prononcée), néologisme désignant « une découverte effectuée par hasard » (Cardon, 2010, p. 59). C'est-à-dire, dans le cas du Web, que l'on découvre l'information par l'intermédiaire de nos amis et connaissances faisant partie de notre réseau social en ligne : la « sérendipité » constitue donc l'opposé d'une recherche intentionnelle, par mots-clés.

C'est pourquoi, dès les premiers moments du mouvement de contestation, un nombre considérable de Tunisiens sur Facebook qui ne cherchaient pas particulièrement à s'informer sur le mouvement de contestation, étaient tout de même informés au fur et à mesure de l'évolution de la situation. Ces informations étaient d'autant plus visibles que, sur les plateformes de réseau social, l'information se propage de façon

virale : grâce à la superposition des réseaux de contacts, elle circule par ricochet. Il suffit donc simplement que quelques uns parmi chaque réseau de contacts partagent l'information, pour que celle-ci se répande auprès de milliers de personnes et en un temps très court.

Pour illustrer à la fois cette découverte non intentionnelle de l'information et d'autres caractéristiques des modes de diffusion de l'information et d'expression sur *Facebook*, voici un commentaire significatif laissé par un internaute suite à un article posté par Emma Ben Jemaa, blogueuse tunisienne bien connue⁷⁶ (où elle exprimait son indignation vis-à-vis de ce qu'il venait de se passer à l'intérieur du pays, mais aussi de ce qu'elle considérait comme le silence complice de beaucoup de Tunisiens) :

« Moi j'ai du mal avec ceux qui se taisent, ok la moitié de mes amis travaillent pour Orange, Tunisieana, Zitouna, mais ce n'est PLUS une raison d'avoir peur ! Il y a quelques jours, un "friend" sur FB, m'envoie un mp (message privé) en me disant "c'est très pratique le peu suivre l'info sur ton mur" sachant que son mur à lui est vége, qu'il ne relate aucune vidéo ni article... et bien ça m'a mis en colère ! Je me dispute tous les jours avec mon mari qui me dit de ne pas juger les silencieux... et ben si je le juge, comment être indifférent devant les morts !!! Un simple drapeau en guise de photo de profil suffirait pourtant... et ben non, on continue à poster le menu du jour où les photos de vacances... Je suis pas quelqu'un de politisée mais relayer l'information me paraît la moindre des choses face à un gouvernement qui lui ne fait rien !!! » (Soussoua, le 10 janvier 2011)⁷⁷

Outre des éléments déjà mentionnés (en particulier la « sérénité ») ou que nous évoquerons plus loin (indignation suscitée par certaines images, en particulier après le week-end du 8 et 9 janvier), ce commentaire illustre un autre point important, caractérisant les espaces de communication en ligne en général (forums et blogs, notamment) mais particulièrement *Facebook* et d'autres plateformes de réseau social : l'élargissement de « la notion de participation à des formes d'expression beaucoup moins exigeantes socialement et culturellement⁷⁸ », mais aussi, dans le contexte autoritaire tunisien, moins exigeantes par rapport aux risques de la censure et de la répression policière. Ainsi, partager sur *Facebook* un article ou une vidéo (concernant, par exemple, une manifestation ou des violences policières), cliquer sur le bouton *J'aime* (pour soutenir, par exemple, une page revendiquant le droit au travail, à la justice, à la liberté), ajouter un court commentaire d'approbation en-dessous d'un article dénonciateur, « constituer des formes de participation, même minimales, à la hiérarchisation des informations sur Internet » (Cardon, 2010, p. 80), permettant de les rendre à la fois plus visibles et de manifester son adhésion à une cause. De même, changer l'image de son profil pour

76. Emma Ben Jemaa est une blogueuse dont la trajectoire illustre bien celle de nombreux blogueurs tunisiens que nous avons interrogés ou simplement observés depuis plusieurs années. Résidant dans la capitale, elle a commencé à bloguer en 2005 et dans ses premiers articles, elle s'exprimait plutôt sur les États d'une ou d'autres questions intimes et évitait d'aborder des thèmes plus politiques. Au fil des années, elle s'est cependant investie de plus en plus dans des débats citoyens, en développant un ton critique tout en cherchant à ne pas dépasser (trop) les lignes rouges (analyse de ses publications en ligne et entretien en Tunisie, mai 2009). La censure d'Internet, et en particulier de nombreux blogs (y compris très modérés), largement contribué à une telle évolution. Son activité de blogueuse l'a par ailleurs conduite à embrasser un carrière de journaliste (*Tunis Hebdo*, *Femmes et Réalités*, etc.), en parallèle avec son emploi d'assistante marketing. Elle anime une émission sur la radio privée *Express FM* (disponible également en ligne), intitulée *Boşlaş*, dans laquelle elle a notamment parlé, le 27 décembre, du silence des médias tunisiens vis-à-vis des événements de Sidi Bouzid.

77. <http://emmabenj-casablanca.blogspot.com/archives/2011/01/201089444.html#comments>
78. Dominique Cardon (2010, p. 80).

afficher un drapeau tunisien, ensanglanté ou affichant plusieurs mains se serrant les unes les autres, est une façon de manifester sa solidarité et de « faire nombre ».

C'est ainsi que la plateforme de réseau social *Facebook* a pu contribuer à informer, à sensibiliser et, lorsque les nouvelles des morts du week-end sanglant du 8 et 9 janvier se sont répandues, à faire réagir dans un premier temps de façon modeste et prudente, la « majorité silencieuse » – en particulier de Tunis et d'autres villes privilégiées du littoral –, dans un second temps de façon plus ouverte, d'abord sur *Facebook*, ensuite dans la rue. Pour beaucoup, la « participation » et l'expression du mécontentement ont ainsi commencé sur *Facebook* par quelques partages de vidéos, par quelques clics sur le bouton *J'aime* et par des messages (sur leur mur ou celui de leurs amis) exprimant la stupeur et la tristesse, plutôt que la colère envers des coupables qui seraient clairement désignés : « comment est-ce possible ?... ». On est en Tunisie ou à Gaza ? », « allah yar'ambom » (condoléances)... Puis, sont venues des paroles de plus en plus dénonciatrices. La montée en puissance de l'indignation et de la dénonciation, sur *Facebook*, a pu aussi s'observer dans l'évolution des images de profil : arborant d'abord des images symbolisant le deuil et la solidarité, la grande masse des Tunisiens sur *Facebook* ont, à la fin, arboré une image plus dénonciatrice et revendicatrice, affichant blanc sur rouge : « BEN ALI DÉGAGH ».

Bien entendu, ces formes de manifestation du mécontentement en ligne se seraient avérées inutiles, si elles s'étaient arrêtées là. Mais, au vu des discussions observées sur la Toile et de nos échanges avec des internautes qui se sont mobilisés – y compris en ligne – assez tardivement, il semble que *Facebook* a contribué, avant que les rues du centre de la capitale ne soient finalement investies massivement, à renforcer le sentiment de solidarité entre Tunisiens, le mécontentement, mais aussi la conviction de plus en plus forte que tous spatialement non pas le « Changement »⁷⁹, mais bien un véritable changement. Et que celui-ci était possible. On peut donc faire l'hypothèse que, pour amener une partie de la population tunisienne, à Tunis et dans quelques autres villes plus aisées (et connectées) du littoral, à se mobiliser, à aller manifester dans la rue, *Facebook* a pu au moins jouer un rôle de « catalyseur » de la révolution. Cette substance permet en effet d'accélérer – et non de créer – une réaction chimique, mais n'en modifie ni le sens ni la composition. Ce rôle de catalyseur, *Facebook* n'aurait cependant probablement pas pu le jouer sans les affrontements particulièrement sanglants de Kasserine, Regueb et Thala, sans peut-être aussi les nombreux morts qui ont suivi la mobilisation, le 11 janvier, de jeunes dans la banlieue ouvrière de Tunis. Ces derniers ont renforcé encore un peu plus aux yeux de la majorité le caractère désormais résolument inacceptable de ce régime⁸⁰.

Le développement de ce mécontentement, de cette colère devenue incontrôlable pour la majorité des Tunisiens, suite aux premiers massacres, a donc été encouragé ou plutôt accéléré, par les informations et images sanglantes mises en ligne par ces jeunes de l'intérieur improvisés « journalistes citoyens » et relayées massivement, dans un premier temps, par les internautes les plus mobilisés depuis le départ, les cyberactivistes. Car, à lire les réactions de nombreux internautes aux premières images des morts du 8 et 9 janvier, la vision des photos et des vidéos de compatriotes tués, en chair et en os,

76. Nous faisons bien sûr ici référence à la rhétorique du président Ben Ali qui, depuis 1987, s'auto-proclame « l'artisan du Changement ».

77. De façon parfois un peu maladroite, mais de façon compréhensible, certains internautes ont manifesté leur étonnement et leur indignation lorsqu'ils ont appris que la répression policière avait fait de nombreux morts à Tunis également : « Ce n'est pas possible, même à Tunis maintenant ?! », « par exemple tout l'un d'eux ».

semble effectivement avoir renforcé le sentiment de révolte. Pour caricaturale qu'elle soit, la phrase de Staline « la mort d'un homme est une tragédie. La mort d'un million d'hommes est une statistique », n'en a pas moins un parfum de vérité : voir ces images de compatriotes blessés et morts, mais aussi de familles en pleurs, de marches funèbres, etc., semble avoir aidé un grand nombre de Tunisiens à mettre rapidement de la « chair » sur les informations « chiffrées » (qu'ils auraient probablement reçues sans Internet, mais moins rapidement) au sujet du nombre de morts et de blessés.

Enfin, une dernière remarque qu'il convient d'émettre à propos de Facebook, concerne son caractère « semi-public » ou, plus exactement, la variété des niveaux de publicité que la plateforme génère. Ainsi, au cours de la révolution tunisienne, certains préféraient par exemple garder les publications (vidéos, chansons, partages de liens messages textuels, etc.) de leur *mur* inaccessibles à ceux qui n'étaient pas dans leurs *amis*. Ce qui a d'ailleurs conduit des agents de la cyberpolice tunisienne à tenter de devenir *ami* avec de nombreux utilisateurs tunisiens de Facebook. Malgré cela, ce caractère « clair-obscur » (Cardon, 2010) de Facebook a contribué à le rendre encore un peu plus difficile à contrôler par les autorités.

« Horreur » visible en ligne, sentiment d'indignation et expression commune du mécontentement : le cas d'un forum de « clubistes »

Assurément, les forums tunisiens n'ont pas joué un rôle déterminant, bien moins investis que Facebook et favorisant des échanges plus cloisonnés, isolés, que les plates-formes de réseau social, mais aussi que les blogs. En outre, beaucoup de forums tunisiens sont soit consacrés à une thématique particulière, soit à quelques thèmes traités séparément (différents *topics*). De plus, pour échapper à la censure, la charte des forums et leur administrateur (responsable de ce qui est publié sur les espaces qu'il administre) sont là pour rappeler aux usagers qu'il est strictement proscrit d'y aborder des questions « politiques ».

Néanmoins, il nous a semblé intéressant de vérifier si, au sein de ces espaces nous pouvions constater la même tendance que celle observée au sein de la plateforme Facebook : une diffusion croissante des informations, des témoignages relatifs au mouvement de contestation et une indignation de plus en plus prégnante et difficile à contenir, avec un pic très important observé vers le 8 et le 9 janvier, alors que les nouvelles des massacres de Regueb, Thala et Kasserine se répandaient sur la Toile comme une tache d'huile. Pour ce faire, nous avons décidé d'enquêter sur les forums tunisiens consacrés au sport le plus populaire de Tunisie : le football. Sur ces espaces où les sujets politiques étaient explicitement bannis, on a effectivement pu obtenir, à une échelle bien moindre, une image grossière, simplifiée, d'un processus complexe qui était en train de se produire au sein du cyberspace tunisien, en particulier au sein de cette plateforme réticulaire qu'est Facebook. De ce fait, si le rôle joué par les forums tunisien fut minime, son observation s'avère pour le sociologue très enrichissant. Rappelons que ces forums ne sont évidemment pas complètement déconnectés de Facebook, dans la mesure où la plupart de ses utilisateurs sont également présents sur la plateforme la plus populaire de Tunisie.

Prenons ici l'exemple des échanges réalisés au sein d'un forum de « clubistes » (supporters du Club Africain, l'un des deux grands clubs tunisiens avec l'Espérance

Sportive de Tunis), *Webvintage*⁷⁸. Le 6 janvier, quelques « forumiers » commencent à évoquer sur un fil de discussion, de façon encore relativement discrète, les victimes de la répression des forces de l'ordre tunisienne. Mais c'est cependant le 9 janvier que l'expression de l'indignation commence à embraser le forum. Suite aux premières évocations de la question, le forumier *System* écrit :

« Je confirme 11 morts à THALA ma ville natale. L'armée a tiré à bout portant sur une gamine de 8 ans. Des sources hospitalières les morts sont tous touchés au cœur ou au foie. Je sais que c'est un forum sportif mais désolé je ne peux plus. »

Après quelques « allah yar'aminhou »⁷⁹ et des expressions d'indignation encore relativement modérées, *Doudou*, une membre de l'équipe gérant le forum, rappelle l'épée de Damoclès pesant sur tout espace numérique abordant des sujets « sensibles » :

« SVP parler de l'actualité OK mais SVP rien qui peut mettre en danger le forum. Ammar est en forme ses jours ci [et] s'ajoute un peu plus tard. Il faut juste rester soif et pas de noms. »

Dependant, alors que des nouvelles de plus en plus difficiles à supporter se répandent sur la Toile et sur les chaînes satellitaires, cet avertissement est de moins en moins respecté. Des vidéos de cadavres et de blessés sont évoqués, le bilan des morts est mis à jour. Il n'est plus seulement question d'exprimer des condoléances, progressivement, l'indignation est de plus en plus manifestée, puis des coupables commencent à être dénoncés. Ces premières dénonciations sont d'abord relativement modérées, les plus hautes instances du pouvoir (dont, bien sûr, le chef d'état) ne sont pas mentionnées. L'un s'insurge par exemple : « Bravo pour ceux qui ont tiré vraiment bravo un tunisien qui tire sur un tunisien. » (*Aaaa*) L'idée même de parler de football commence à devenir déplacée :

« Je me suis vu le choc. 20 morts et ça ne fait que commencer, désormais le football n'a plus de place dans ma tête jusqu'à nouvel ordre, notre club africain est grand mais notre Tunisie est encore plus grande, elle a vu notre notre club. [...] Nos compatriotes sont en train de tomber. Ay rassi » (*Oustazab*)

D'autres forumiers, répondant à la mise en garde - citée plus haut - de *Doudou* d'éviter les sujets trop « sensibles », s'opposent et affirment que, au vu de la situation, « Ammar peut bel et bien censurer ce forum » (*Wael*). *Doudou*, le soir (huit heures après son rappel à l'ordre) admet de plus en plus explicitement la nécessité de s'exprimer et de débattre de la question, s'indigne lui-même ouvertement et mentionne les tristesses célèbres vidéos amateurs montrant l'honneur des victimes de la répression (et la tristesse de leurs proches) dans l'hôpital de Kasserine :

« Je n'ai pas dit le contraire, j'ai juste dit qu'il fallait de la retenue c'est pas d'attaquer etc débattre mais en respectant les règles du débats ceci n'est pas de la politique, c'est une réalité... une triste réalité que vit notre pays et en aucun cas j'aidrai les censeurs dans leur mission ! TV7 khalilina fdir7a ill j'ai passé la journée mitigée entre plusieurs sentiments au vu des vidéos, des photos, des articles, des reportages sur ce qui se passe : la colère, la honte, la peine, le dégoût et surtout la peur ! J'ai peur d'un massacre prochain ! [...] Sinon

⁷⁸ <http://www.webvintage.com/>. Le fil de discussion abordé ici est consultable à cette adresse : <http://75.126.177.159/viewtopic.php?p=966-15085>

⁷⁹ Façon d'exprimer ses condoléances en arabe. Par ailleurs, il est fréquent que les internautes tunisiens utilisent l'alphabet latin pour écrire en arabe et dialecte tunisien. Lorsque cela était nécessaire, nous avons corrigé les fautes d'orthographe et, pour une meilleure compréhension et lisibilité, nous avons surtout repris ici des passages en français, qui expriment sensiblement les mêmes idées que celles rédigées en dialecte tunisien.

Wael t'as vu les vidéos?? celles tournées à l'hôpital à Kasserine ou dans les funérailles? ce n'est pas une mise en scène pour faire peur! ça s'est bel et bien passé et ça fait froid dans le dos» (*Doudou*)

Et bien que l'administrateur *Viragisra*, toujours le 9 janvier en fin de soirée, intervient pour rappeler que «c'est un forum sportif, et faudrait à mon humble avis éviter le mélange des genres», cela est devenu inutile, le forum s'enflamme, les forums affirment qu'il faut mettre fin à la peur et à la soumission. Les noms et les photos des victimes commencent à être affichés, tout comme des vidéos (beaucoup venant de *Facebook*) des émeutes, des manifestations, de la répression et des familles apeurées. D'autre part, des «astuces» sont proposées pour contourner la censure de «Annuaire 404». Au-delà des crimes qui sont en train d'être commis par les forces de l'ordre, plusieurs forums «clubistes» expriment un ras-le-bol général vis-à-vis du manque de libertés en Tunisie, et associent le Club Africain avec l'esprit de résistance, le combat pour l'indépendance et la liberté. Par exemple, *Wael*:

«Le Club Africain a toujours été une école d'éthique et de prise de position. Nous avons toujours luté pour l'indépendance de notre pays et je vois que c'est le même combat. Je ne crois pas que devant cette tragédie, nous pouvons parler sport, c'est notre avenir, l'avenir de nos enfants qui se joue.»

Le discours du président, à nouveau fait de promesses et de menaces, diffusé le lendemain, le 10 janvier, ne calme pas l'indignation et l'expression du mécontentement des forums: «résumé: foutage de gueule», conclut l'un d'eux. Et la nouvelle de la fermeture des écoles et des universités conduit les forums à se rendre compte encore davantage du moment historique que le pays est en train de vivre. Le nombre de participants au fil de discussion s'accroît et, désormais, les doutes et la peur semblent de moins en moins en mesure de les empêcher de dénoncer les responsables de la répression sanglante, c'est-à-dire les forces de l'ordre tunisienne, mais également le gouvernement et le président. *Viragisra* lui-même, l'administrateur qui un jour plus tôt rappelait que c'était un «forum sportif» et que le «mélange des genres» n'était pas approprié, s'investit désormais clairement dans la discussion. S'étant visiblement entre temps davantage informé de la gravité de la situation, il affiche la photo d'un jeune homme ensanglanté sur une civière. Toujours le lundi 10 janvier, en soirée, un habitué du forum fait une proposition auxquels les autres forums adhèrent avec enthousiasme et qui va être mise à exécution:

«En ces moments difficiles... ou notre peuple se fait égorger par une bande de voyous je propose de verrouiller momentanément tout les sujets qui patent du sport et ne laisser que celui là... ça n'a plus de sens... [...]» (*Bougegnin*)

Beaucoup de forums reprennent des textes et des vidéos consultés sur *Facebook*, et citent notamment les chaînes satellitaires *Al Jazeera* et *Al Arabiya*. De plus en plus, l'impossible devient possible pour un peu tout le monde: il se pourrait bien que «la fin de ce régime soit imminente» (*Kharzif*).

Le 11 janvier et les jours suivants, dénoncer le président et le gouvernement remettre en cause le régime, devient une évidence. Pour les forums, le point de non-retour a clairement été atteint. Continuant à s'informer grâce aux vidéos et autres informations diffusées en ligne, ils discutent notamment des manifestations qui ont lieu à Tunis et à Paris, puis des grèves qui sont annoncées à Sfax le 12, Kairouan le 13, et ainsi le 14 janvier, par les organisations syndicales régionales. Après le discours de Wael le 13 janvier, et les signes d'ouverture (notamment la levée de la censure d'internet) les forums se sont confrontés les uns les autres dans leurs impressions négatives, auto-

le fait qu'ils n'étaient pas les seuls à penser que, le lendemain, il fallait aller manifester. Par exemple, *HicbertCa* (Tunis):

«Je viens de me connecter, j'avais une peur bleue avant d'ouvrir WV... Ouf!!! Je suis rassuré, je trouve que nous partageons les mêmes sentiments, les mêmes pensées, personne n'est dupe de la mascarade de ce soir. C'est le peuple Tunisien qui a décidé du dédoublement de la révolte, c'est à lui que reviendra la décision de sa fin.»

Si la peur de dénoncer le pouvoir sur Internet fut donc largement dépassée depuis plusieurs jours, et si les forums à l'étranger ont participé à des manifestations (Paris et Montréal), il faut bien souligner que, au vu des discussions sur le forum, tous les forums résidant en Tunisie ne se sont pas pour autant réunis immédiatement dans la rue, dès le 10 ou 11 janvier, pour rejoindre les manifestants. Le lien entre le mécontentement amplifié par les échanges et la consultation d'images et d'informations en ligne et le passage à la rue n'ayant rien d'immédiat. D'autre part, si les Tunisiens n'avaient investi que des forums (plus fragmentés) et non pas une plateforme de réseau social comme *Facebook*, favorisant comme on l'a expliqué une propagation de réseau social, le processus de cristallisation du mécontentement n'aurait probablement pas pu se produire. Néanmoins, les échanges sur ce forum offrent selon nous, une image partielle et simplifiée du processus d'amplification du mécontentement et des raisons de se mobiliser, lors de cette période déterminante allant du 9 janvier au 14 janvier, avec notamment: dans un premier temps, la peur de la part d'un grand nombre d'internautes *Laribala* (ni opposants, ni cyberactivistes) d'aborder des sujets «sensibles», les premières nouvelles et images (provenant souvent de *Facebook*) des massacres de Kasserine et d'ailleurs, la compassion envers les victimes, les hésitations et les débats entre les plus «modérés» et les plus «révoltés», puis la dénonciation de plus en plus claire des responsables, la montée en généralité avec une remise en cause de la légitimité du régime et de ses actions passées, une demande de plus en plus forte de liberté, de dignité, de justice, le sentiment d'appartenance collective à une patrie à l'unisson contre un régime illégitime, une prise de conscience de la fragilité de celui-ci et de la nécessité de se mobiliser pour le faire tomber.

Twitter: une plateforme surtout investie par des blogueurs citoyens très actifs

Avant le 14 janvier, *Twitter*, plateforme de microblogging permettant notamment une diffusion très rapide d'informations, a surtout permis aux cyberactivistes et autres blogueurs très mobilisés – en Tunisie et à l'étranger – de discuter entre eux, échanger les informations les plus fraîches, demander confirmation de certaines, faire part des dernières difficultés posées par la cyberpolice, proposer de créer telle ou telle nouvelle page sur *Facebook*, etc. Il a également été utilisé par des journalistes et activistes étrangers pour suivre les messages des internautes tunisiens les plus actifs, parfois les contacter et obtenir des réponses rapides de leur part. Par contre, vu sa faible pénétration en Tunisie, *Twitter* n'a pas constitué comme *Facebook* un outil de propagation de l'information et du mécontentement à large échelle, au sein même du pays. Le 14 janvier et les jours suivants, alors que les milices de l'ancien régime suscitaient panique et désordre, l'instançant de *Twitter* a été exploitée pour lancer des alertes afin de se protéger et contraindre l'action de ces milices, notamment pour indiquer la position de certaines d'entre elles. Des numéros pour appeler l'armée y ont également largement circulé. Mais, là aussi, il ne faudrait pas surestimer le rôle joué par cette plateforme et

surtout ne pas oublier le rôle très important joué par tous ces jeunes Tunisiens pour protéger leur quartier, dresser des barrières, armés non pas d'un ordinateur mais « de bâtons, de couteaux et d'autres armes de fortune » (Allal, 2011, p. 59)⁸⁰.

Désormais, avec l'ouverture politique que la Tunisie est en train de connaître, la classe dirigeante et les responsables de l'administration sont amenés à prêter l'oreille aux critiques des citoyens tunisiens et à leur rendre des comptes. Dans cette optique, *Twitter* pourrait s'avérer utile en tant qu'interface entre responsables officiels (et, en particulier, le blogueur activiste Slim Amamou, encore acclamé très présent sur *Twitter*, au poste de secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, va ainsi dans ce sens, tout comme la présence du secrétaire d'État chargé des Technologies de la Communication, Sami Zaoui et du jeune PDG de l'ATI (Agence Tunisienne d'Internet), Moez Chakchouk, tous deux amenés à répondre aux questions ou critiques qui leur sont adressées.

Internet, espace public et construction d'une société démocratique

Si on peut comprendre le scepticisme actuel de nombreux internautes vis-à-vis du nouveau rôle joué par Slim Amamou⁸¹, craignant que celui-ci ne soit utilisé par le gouvernement de transition comme simple faire-valoir, cette nomination signifie en tout cas que, depuis cette révolution à propos de laquelle le rôle des médias sociaux a largement été mis en évidence, quelque chose a changé : désormais, les blogueurs et autres cybercitoyens sont pris au sérieux et, pour répondre à leurs critiques, la censure ou d'autres pratiques répressives ne sont plus une solution envisageable⁸².

Pendant des années, les usages citoyens et militants de l'internet ont contribué à la « fissuration » de « la configuration autoritaire de l'espace public »⁸³. Désormais, suite à l'ouverture de l'espace public, de ses différentes composantes (médias traditionnels, lieux publics de débats, rue, etc.), ils vont donc être amenés à jouer un nouveau rôle dans la construction d'un espace public fonctionnel, indispensable pour la construction d'une société démocratique. Ils vont être confrontés à de nouveaux défis, également.

80. Pour souligner l'importance de *Twitter* lors de la révolution, les médias et certains experts des NTIC ont souvent repris un cas qui nous apparaît pourtant assez anecdotique, bien qu'intéressant : ne parvenant pas à joindre l'armée par téléphone, un internaute a lancé un appel à l'aide sur *Twitter*, alors qu'il avait rejoint l'armée qui a réagi immédiatement. Cet appel, largement relayé par ses contacts, amena ainsi plusieurs milliers de ben-all-grâce à *twitter*.html

81. Le 23 mai 2011, alors que cet article était déjà rédigé, Slim Amamou a annoncé sa démission tant plus qu'aux contenus pornographiques et, depuis peu, à quelques pages *Facebook* particulièrement contestataires, y compris vis-à-vis de l'armée et de ses dirigeants, cela suite à la demande du juge d'instruction auprès du tribunal militaire permanent de Tunis. La page *Facebook* du groupe cyberdissident *Zahrta* par ailleurs bloquée en Tunisie. Les membres de *Zahrta* (très actifs lors de la révolution), leurs idées radicales, parties d'inspiration anarchiste, leur langage vulgaire (qu'ils considéraient comme étant le langage de la jeunesse) ont appelé à la violence contre le Premier ministre actuel et d'anciens représentants du RCD, sont loin de faire l'unanimité au sein des réseaux sociaux : généraux de nombreux messages de soutien. Ils suscitent également de nombreuses critiques. Ce groupe se fait le défenseur de l'anonymat, qu'il met d'ailleurs régulièrement en scène (vidéos où ils diffusent des discussions contestataires le visage caché par une capote, photos de portraits des masques, etc.). La liste de l'ATI des pages *Facebook* bloquées est consultable à l'adresse suivante : <http://filtrage.ati/>

83. Expression utilisée par Labi Choukha, notamment à propos de la newsletter *Tunisistes* (2009).

face à la massification actuelle des usages politiques d'Internet, certains cyberactivistes commencent à se plaindre du « chaos » et de la « désinformation » régnant au sein du cyberspace, dont la force démocratique (facilité de communication accrue, réduction des barrières d'entrée dans l'espace public, anonymat possible, etc.) peut aussi parfois être considérée comme une faiblesse.

Un changement très intéressant concerne donc le décloisonnement important de ce cyberspace citoyen qui, jusque là, était condamné à demeurer largement isolé des autres composantes de l'espace public, verrouillées par le pouvoir. Par exemple, des blogueurs tunisiens sont désormais régulièrement interviewés dans la presse tunisienne et invités à la télévision ou à la radio pour exprimer leurs opinions et parler de leurs activités en ligne, cela sans compter l'intérêt qu'ils suscitent auprès de médias occidentaux et de chaînes satellitaires arabes comme *Al Jazeera*⁸⁴. De plus, conscients qu'ils ne peuvent désormais plus se détourner complètement de la « politique politicienne » des partis d'opposition, étant donné les élections à venir, ils sont amenés de plus en plus à débattre et interagir avec les responsables de partis politiques. Des associations de blogueurs et autres internautes sont également en construction.

Alors qu'aujourd'hui la plupart des citoyens comme les professionnels des médias cherchent à éviter toute prise de parole politique, on observe aujourd'hui plutôt la tendance inverse. Malgré la permanence de lignes rouges et de dispositions à l'auto-censure qui demeurent chez les professionnels des médias, et que continuent à dénoncer les internautes tunisiens, malgré aussi d'autres obstacles, on observe actuellement un débat public globalement ouvert, contradictoire et centré sur les mêmes questions. Ce qui nous amène à conclure par une remarque de Bastien François et Erik Neveu (1999) qui caractérise bien, nous semble-t-il, la situation actuelle de l'espace public tunisien et permet de mieux comprendre le décloisonnement de l'espace public tunisien et tant librement de la sociologie des crises politiques de Michel Dobry (1986), les auteurs soutiennent en effet que les crises multisectorielles « sont aussi des périodes où s'opèrent simultanément une activation des dispositions à opiner et une unification de l'espace public autour d'un nombre limité d'enjeux explicites », ces crises parvenant « à dissoudre temporairement les multiples cloisons et compartiments qui à la fois morcellent et font tenir le monde social » (1999, p. 51). Ainsi, ajoutent-ils, les crises révolutionnaires offrent des occasions particulièrement rares d'expérimenter *in vivo* le modèle normatif de l'espace public habermassien (Habermas, 1978 [1962])...

Bibliographie

ALLAL Amin, 2011, « Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier ! » Germes d'un passage politique de jeunes hommes de quartiers populaires lors du moment révolutionnaire à Tunis », *Politique Africaine*, n° 121, mars, p. 53-67.

BECHER AYARI Michaël et GESSER Vincent, 2011, « Tunisie : la Révolution des "Nouzouli" n'a pas l'odeur du jasmin », *Le Monde Diplomatique*, 7^e trimestre, consulté le 10 mai 2011. URL : <http://www.lemonde-diplomatique.fr/2011/05/07/TUNISIE-1>

Revolution-des-%C2%BBB-n-%E2%80%99a-pas-l-%E2%80%99odeur-du-jasmin/D%eafuit-3-2370.xhtml

84. Signes de cette reconnaissance nouvellement acquise, après la révolution, plusieurs blogueurs bien connus (Lina Ben Mhenni, Sofiane Chouabi, l'équipe de *Newzafat*, etc.) ont reçu divers prix étranges (meilleur blog, prix B3F, etc.) et certains d'entre eux se sont également vu offrir l'opportunité de publier un ouvrage (notamment Lina Ben Mhenni, mais aussi, - Z -, le célèbre blogueur caennaisiste).

- BRAS Jean-Philippe, 2007, « Internet au Maroc et en Tunisie », in MEZOUAGHI Mkhoub, *Le Maghreb dans l'économie numérique*, Paris, Maisonneuve & Larose, p. 161-180.
- CARDON Dominique, 2010, *La démocratie Internet : promesses et limites*, Paris, Seuil.
- CHOUKHA Larbi, 2009, « Un cyberspace autonome dans un espace autoritaire: l'expérience de Tunisie », in MOHSEN-FINAN Khadija (dir.), *Les Médias en Méditerranée : nouvelles médias, mondes arabes et relations internationales*, Actes du colloque de MMSH, p. 217-235.
- CHOUKHA Larbi et GOBB Éric, 2011, « La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali », *Revue Tiers-Monde*, Hors série, p. 219-226.
- DOBRY Michel, 1986, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.
- GOBB Éric, 2010, « The Tunisian Bar to the test of authoritarianism: professional and political movements in Ben Ali's Tunisia (1990-2007) », *Journal of North African Studies*, vol. 15, n° 3, septembre, p. 333-347.
- GOBB Éric et BACHIR AYARI Michael, 2007, « Les avocats dans la Tunisie de Ben Ali : une profession politisée ? », *L'Année du Maghreb* 2007, III, Paris, CNRS-éditions, p. 105-132.
- GONZALEZ-QUJANO Yves, 2004, « À la recherche d'un internet arabe : démocratisation numérique ou démocratisation par le numérique ? », *Maghreb-Machrek*, n° 178, p. 11-29.
- HABERMAS Jürgen, 1978 (1^{re} éd. orig. 1962), *L'espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Fayot.
- LECOMTE Romain, 2009, « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *Actes-sociétés [En ligne]*, vol. 3, n° 1-2, consulté le 10 mai 2011. URL : <http://dicosociete.revues.org/702>
- , 2010, « L'anonymat comme "art de résistance". Le cas du cyberspace tunisien », in ENGRENARD Chantal et PANICO Robert (dir.), dossier : « Technologies et usages de l'anonymat à l'heure d'Internet », *Revue Terminal*, n° 105, p. 56-68.
- MHOUJ-DRAMS Samia, 2005, *L'Internet dans le monde arabe. Complexité d'une adoption*, Paris, L'Harmattan.
- NEVBU Erik et FRANÇOIS Bastien, 1999, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in NEVBU Erik et FRANÇOIS Bastien (dir.), *Espaces publics mosaiques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*, Rennes, PUR, p. 13-58.
- SUNSTEIN Cass, 2002, *Republic.com*, Princeton, Princeton University Press.

GROS PLAN

Les classes moyennes tunisiennes entre mythe et réalité. Éléments pour une mise en perspective historique

Baccar Gherib*

En Tunisie, les classes moyennes sont omniprésentes dans le discours politique. Elles sont représentées, en effet, une pièce essentielle de la rhétorique du régime de Ben Ali dans sa stratégie d'autolégitimation. Ainsi, en dernière analyse, ses choix politiques, économiques et sociaux ont-ils été régulièrement et, plus ou moins explicitement, justifiés par la prospérité et l'extension continue de cette classe moyenne, synonyme de stabilité, d'homogénéité, de justice et de cohésion sociales. À en croire les chiffres officiels, en effet, la classe moyenne représenterait 67,7 % de la population tunisienne en 1980, 72,9 % en 1985, 76,9 % en 1995 et, en 2010, 80 %¹. Néanmoins, ce taux élevé, évoquant ceux des social-démocrates scandinaves, ressassé à l'excès, telle une litanie, et saturant, par là même, les discours politiques et médiatiques, n'est pas fondé sur une investigation rigoureuse. Les deux critères habituellement avancés pour établir ce taux record posent problème. Car, aussi bien le dernier critère utilisé par l'Institut national de la statistique (INS) – qui identifie comme appartenant à la classe moyenne toute personne dépensant annuellement entre 400 et 2 400 dinars tunisiens (DT), aux prix de l'année 2000² – ou celui souvent avancé par le gouvernement, basé sur le nombre de ménages propriétaires de leur logement³, ne semblent pas comporter toute la rigueur scientifique requise pour repérer, situer et identifier les classes moyennes. Dès lors, ce discours, largement incantatoire et aux enjeux politiques évidents, gagne à être sérieusement interrogé.

Néanmoins, quand on se propose d'approfondir la question, l'on se rend compte qu'à cette centralité de la classe moyenne dans le discours politique, correspond l'absence quasi totale de cette problématique dans le champ académique. Ceci, comme on le verra, expliquant sans doute cela... Toujours est-il, que l'on est fortement interpellé par la rareté, pour ne pas dire l'absence, d'investigations scientifiques sur les classes sociales, notamment les classes moyennes, en Tunisie. On remarquera, ainsi,

* Maître-assistant en économie, université de Jendouba, Tunisie.

1. Portail social du gouvernement tunisien.

2. *Idem*.

3. Comment ce critère peut-il nous informer sur l'appartenance d'un ménage à une classe sociale ou une autre ? Puisqu'il ne spécifie pas, en particulier, de quel type de logement il s'agit et ne nous dit rien sur son coût financier pour l'acquéreur. En outre, ce chiffre qui pourrait impressionner en dehors des frontières tunisiennes, gagne à être relativisé par l'importance particulière que revêt, dans la société tunisienne, la possession d'un logement, attestée par différents proverbes ou formules de sagesse populaire.